

L'honorable M. BOULTON: Non, mes opinions libre-échangistes se bornent pour le présent au libre-échange avec l'Angleterre, jusqu'à ce que nous puissions faire disparaître l'hostilité commerciale de nos amis des Etats-Unis, et je dis à ces honorables messieurs que c'est la politique la plus populaire qu'il y ait aujourd'hui au Canada.

L'honorable M. CLEWOW: Vous auriez mieux fait de travailler à la suppression du tarif Dingley.

L'honorable M. BOULTON: Si vous adoptiez le libre-échange avec la Grande-Bretagne, vous convaincriez tous les Etats du Nord de la nécessité d'adopter le même principe. Il ne faudrait pas plus de cinq ans ou une période guère plus longue, pour que les Etats-Unis constateraient qu'il est absolument indispensable pour eux d'appliquer le même principe.

Il y a une foule de libre-échangistes aux Etats-Unis, seulement ils ne peuvent pas échapper aux griffes de la protection, et c'est la même chose au Canada. Voici un Gouvernement libre-échangiste, qui pendant vingt ans a fait appel au pays en faveur de ce principe, et pourtant il s'est placé sous le contrôle du député de Toronto-centre qui déclare qu'aucun changement ne sera fait dans ce tarif d'ici à dix ans. Lorsque je constate que ce député a été choisi pour proposer l'Adresse et que son discours ne renferme aucune allusion à une diminution des impôts, à l'application des principes proclamés pendant bien des années par le parti libéral, vous ne pouvez pas vous attendre, honorables Messieurs, à me voir ajouter foi aux opinions que les Ministres peuvent exprimer tant que cet état de choses existera.

L'honorable M. MILLS: Mais vous ne voulez pas abaisser le tarif fait contre nos voisins?

L'honorable M. BOULTON: Non, pas pour le présent. Je suis bien convaincu que, si nous avons le libre-échange avec l'Angleterre, ils s'empresseront d'abaisser le leur, qu'ils consentiront à négocier sans délai un traité de réciprocité.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Afin de se débarrasser de la contrebande:

L'honorable M. BOULTON: Je veux pour le présent que nos relations commerciales avec la Grande-Bretagne soient le libre-échange réciproque pour le libre-échange; de même pour les Etats-Unis, le libre-échange pour le libre-échange.

Mais nous sommes en face d'une situation nouvelle qui ne s'est jamais présentée au Canada dans tout le cours de son existence, et ce nouvel état de choses s'étant produit, il est nécessaire que vous vous mettiez à réfléchir et à vous demander si cette situation est saine, ou s'il faut y apporter quelque changement afin de l'améliorer?

Maintenant, quel est ce nouvel ordre de choses qui s'est produit dans le cours des trois dernières années seulement? C'est que nos importations ont dépassé nos exportations pendant trente années. Si quelqu'un veut bien jeter un coup d'œil sur la page 17 des relevés du commerce et de la navigation, il constatera qu'à partir de 1868 à venir à 1898, à l'exception de trois années, les importations ont dépassé en valeur les exportations; soit, pendant vingt-sept ans de l'existence de la Confédération canadienne, les importations ont excédé les exportations. Pendant les trois dernières années, cette situation a été renversée.

Maintenant, ces deux ordres de faits ne peuvent révéler une situation également saine? Si nous occupions une bonne position au point de vue des principes, lorsque nous importons plus que nous n'exportons, aujourd'hui que nous exportons plus que nous n'importons, la situation que nous occupons ne peut pas être bonne. Vous pouvez choisir l'alternative que vous préférez pour raisonner sur ce point, mais vous ne pouvez pas argumenter en vous servant du pour et du contre comme le Gouvernement le fait.

Mon honorable ami le chef de l'opposition (sir Mackenzie Bowell) tout en condamnant le Gouvernement de ne pas suivre la politique exposée dans les discours de ses membres, approuve hautement la manière dont ils administrent les affaires en négligeant de se conformer aux déclarations antérieures des Ministres; mais lui aussi, je crois, se sert du pour et du contre dans son argumentation. Il approuve la politique que le Gouvernement a adoptée, mais il le censure parce qu'il lui a volés ses vêtements.